

**Département de l' AISNE  
Communes de LAON et CHAMBRY**

**CONSTRUCTION D'UN  
CENTRE COMMERCIAL**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**S.A.S.  
CHAMBRY DISTRIBUTION**

Rue descartes  
02 000 CHAMBRY



**MAITRE D'OEUVRE  
ATEBAT**

5 Avenue Charles de GAULLE  
51510 FAGNIERES  
Tél. : 03.26.68.57.93  
Fax. : 03.26.68.58.13  
Siret 493 009 484 00012  
E.mail : contact@atebat.fr  
Web : www.atebat-agence.com



**ACGC  
Architecture**

5 Avenue Charles de GAULLE  
51510 FAGNIERES  
Tél. : 06.13.32.20.55  
Siret 810 501 767 00018  
E.mail : acgc.architecture@gmail.com



**I.C.P.E.**

**PERMIS DE CONSTRUIRE**

**MODIFICATIONS**

**PC25**

INDICE	PAR	DATE

**N° PLAN**

**INDICE**

FAGNIERES LE : 16/05/2018

ECHELLES :

N° DOSSIER : 973 L

N° D'AFFAIRE : 4641-15

DESSINE PAR : T.M

DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE  
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION  
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

SAS CHAMBRY DISTRIBUTION  
E. LECLERC  
LIEU DIT LE PRE ROBERT  
02000 CHAMBRY

Départements concernés :

AISNE

Communes concernées :

LAON ET CHAMBRY

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : ..... **OUI**  
*Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).*

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : ..... **NON**  
*Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.*
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : ..... **NON**
- une installation classée relevant du régime de déclaration : ..... **NON**

Epanchage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : ..... **NON**

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) : ..... **NON**  
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).*

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : ..... **NON**  
*Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).*

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : ..... **NON**  
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).*

**Installations classées objet de la présente déclaration :**

Numéro et désignation de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Capacité de l'activité	Unité	Régime <sup>1</sup> (D ou DC)
1530-3 Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1200	m <sup>3</sup>	D
2220-B-2-b Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant Autres installations : Supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j	8	t/j	DC
2221-B-2 Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie. La quantité de produits entrant étant : Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant : Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j	1.5	t/j	D
2230-2 Lait (réception, stockage, traitement, transformation etc. du) ou des produits issus du lait : La capacité journalière de traitement exprimé en litre de lait ou équivalent lait étant : Supérieure à 7 000 l/j, mais inférieure ou égale à 70 000 l/j	65000	l équ lait/j	D
2925 Accumulateurs (ateliers de charge dnull). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	88	kW	D

**Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :**

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

**Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :**

- prescriptions générales ministérielles<sup>2</sup>,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

<sup>1</sup> D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

<sup>2</sup> Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

**Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :**

*Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).*

Déclarant : **SAS CHAMBRY DISTRIBUTION**

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : ..... **15 mars 2017**

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : ..... **NON**

À Laon, le **29 MARS 2017**

Le Directeur départemental adjoint  
des territoires

**David WITT**